

AMÉRIQUE D'ABORD

De plus en plus, les Etats-Unis s'éloignent de l'Europe. Exception faite pour l'Angleterre, qui peut encore s'acquitter de ses dettes, et qui offre par ses colonies et protectorats, une collaboration intéressante au point de vue du pétrole. L'Amérique regarde le chaos où sombre le vieux monde avec une méfiance toujours croissante. Aujourd'hui, elle n'a qu'une pensée : consolider ses positions avant la débâcle.

Le gouvernement des Etats-Unis ne veut plus entendre parler d'alliances défensives ou autres. Il s'écarte définitivement de la Ligue des Nations. Faisant la sourde oreille aux discours séducteurs de chaque nouveau porte-parole de ses alliés d'hier, il s'enfonce obstinément dans une politique d'Américanisme intégral.

Tout ce qui vient de l'Europe éveille son appréhension — les hommes autant que les idées. Le sentiment anti-étranger va toujours grandissant. L'Amérique aux Américains — est devenue la formule à la mode. La formule, d'ailleurs, est commode. Aux Etats-Unis, même, elle se traduit par une intolérance inouïe à l'égard des hommes de naissance européenne. Elle s'adapte à tous les rêves impérialistes des capitalistes de la grande République. Sa variante devient : « L'Amérique entière aux Etats-Unis ! »

Mais que sont aujourd'hui les Etats-Unis ? Quatorze millions des habitants de la République sont nés à l'étranger : treize pour cent de la population totale. Trente-quatre pour cent de leurs citoyens sont nés de parents étrangers. Depuis un siècle, les Etats-Unis ont recueilli près de 35 millions d'émigrés.

Les 14 millions d'étrangers actuellement aux Etats-Unis représentent 58 pour cent de tous les ouvriers de l'industrie. Dans l'acier, les mines, l'alimentation, et le vêtement, le chiffre des ouvriers étrangers atteint 60 et 70 pour cent. Ces ouvriers étrangers se divisent en deux vastes catégories. Les aînés appartiennent à la première vague d'émigration, celle qui précéda l'année 1890. Ceux-là venaient de l'Europe du nord : de la Grande-Bretagne, de Norvège, de Suède, du Danemark, des Pays-Bas, de Suisse, d'Allemagne, de France. Originaires de pays industrialisés, ils différaient peu, par leurs mœurs et leur manière de vivre, des Américains, et ils devenaient les ouvriers qualifiés du pays.

Avec le développement rapide de l'industrie américaine pendant le dernier quart de siècle, un besoin pressant de main-d'œuvre s'est fait sentir. De 1890 à 1914, le flot d'émigration a pris sa source dans le sud et l'est de l'Europe — en Pologne, Autriche, Hongrie, les Balkans, l'Italie, l'Espagne, la Russie. Les émigrants de cette seconde période étaient très différents de ceux de la première. C'était des paysans, ayant des mœurs et une religion autres que celles des citoyens des Etats-Unis. Timides et dépayés dans la vie industrielle du Nouveau-Monde, ils devenaient facilement la proie du jeune capitalisme américain. Aujourd'hui, ils constituent l'élément le plus exploité de la classe ouvrière.

Le premier problème qui devait préoccuper les partisans de l'Américanisme intégral était celui de l'émigration étrangère.

La première opposition à l'immigration illimitée remonte aux premières années de la seconde période d'émigration. Il y avait déjà des « patriotes » américains qui se récriaient à l'idée de voir leur pays submergé par ce qu'ils appelaient « l'écume de l'Europe ». Mais devant la demande toujours plus impérative de main-d'œuvre, leurs protestations restaient vaines.

Il a fallu le nationalisme suraigü d'après-guerre et la haine paradoxale de l'étranger chez ce peuple « d'étrangers » pour faire aboutir la politique des restrictions. Aujourd'hui que le mot « foreigner » — généralement marié aux adjectifs *damn* et *dirty* — a acquis une signification d'opprobre très caractérisée, la germanophobie, l'anti-semitisme, et la terreur du bolchevisme ont fait enfin voter la loi de 1921 limitant l'immigration. Cette loi réduit le nombre des étrangers qui peuvent être admis annuellement aux Etats-Unis à 3 pour cent par nationalité par rapport au nombre total des personnes de cette nationalité résidant déjà aux Etats-Unis d'après le recensement de 1910.

La loi de 1921 n'a pas suffi, cependant, aux partisans enragés du « cent pour cent ». Leurs délégués à la Chambre des Représentants ont déjà demandé que le chiffre de 3 pour cent soit réduit à 2, et qu'il soit basé non pas sur le recensement de 1910, mais sur celui de 1890, c'est-à-dire, avant la seconde grande période d'émigration. Le but de cette nouvelle restriction serait, selon M. Albert Johnson, secrétaire de la Commission de l'Immigration de la Chambre américaine, de réussir à exclure « les classes à l'esprit inférieur et aux émotions instables ! »

En matière de restriction à l'immigration, le gouvernement américain agit plutôt poussé par des mobiles d'ordre politiques, que guidé par des considérations économiques. Un an seulement après la mise en vigueur de la nouvelle loi, un manque de main-d'œuvre s'est fait sentir dans les principales industries américaines. La nouvelle loi ne faisant aucun cas des départs d'étrangers des Etats-Unis, l'année dernière, malgré plus de 300.000 entrées, s'est soldée par une perte nette d'environ onze mille travailleurs.

Etant donné la fréquence des raids du Ku Klux Kan et l'acharnement du Département de la Justice dans la « chasse aux rouges », il est probable que ces départs deviendront de plus en plus nombreux avec le temps. Chaque jour, la situation de l'ouvrier étranger aux Etats-Unis devient plus intolérable. On se propose actuellement de lui enlever jusqu'à son droit à la naturalisation et de le faire enregistrer comme un criminel quelconque, selon le système Bertillon. Il est donc à prévoir que la nécessité pour les grandes industries de renouveler leur stock de main-d'œuvre docile et bon marché prendra le pas sur les protestations des surpatriotes et que les Etats-Unis se verront bientôt forcés à modifier les restrictions de la loi actuelle sur l'immigration.



L'épuration de son propre territoire n'est qu'une partie du programme « d'américanisation » des Etats-Unis. L'américanisme intégral s'exporte. Il s'agit donc aujourd'hui de l'imposer à l'Amérique latine.

L'un des faits les plus saillants du terne congrès pan-américain tenu récemment à Santiago de Chili — fut l'opposition du délégué des Etats-Unis à l'incorporation de la doctrine de Monroe à la convention pan-américaine. Cette opposition était tout à fait significative. Si la doctrine de Monroe ne devait garantir les Républiques latines que contre des invasions européennes, l'attitude des Etats-Unis aurait paru incompréhensible.

Mais pourquoi la doctrine de Monroe, invoquée par les Républiques sud-américaines, ne s'appliquerait-elle pas aussi à la politique actuelle des Etats-Unis ? Un coup d'œil rapide sur la nature des rapports existants